

**Compte-rendu du débat organisé à Tours Métropole Val de Loire sur la transition écologique dans  
le cadre du grand débat national proposé par le Président de la République française  
Tours 13/02/2019**

**Remarques préliminaires**

Dans une salle sous-dimensionnée (environ une centaine de participants, certaines personnes passant 2h30 debout), les organisateurs ont cadré les échanges en nous présentant la charte des animateurs et des participants :

<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/63d5d901a9af6aeb7137ce2f04ee4c7a550fb720.pdf>

Chaque personne restant dans la salle est considérée comme acceptant tacitement les termes de ces chartes. Une sélection de mots-clés nous est proposée pour lancer le débat (biodiversité, pollution, économie circulaire, recyclage, ...).

Ce débat n'est objectivement pas libre: par exemple, il n'est pas possible de critiquer l'attitude de certaines personnes ou groupes de pression, dans la mesure où les participants s'engagent à « ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres ». Par voie de conséquence, les propos échangés sont restés très modérés. Ils ont porté pour la plupart sur des généralités, chacun évitant de nommer telle ou telle personnalité politique ou lobby et de critiquer ouvertement ses actes, ses déclarations ou ses projets.

Il n'est pas possible non plus de diffuser un message « à vocation publicitaire, promotionnelle, pornographique ou commerciale ». De ce fait, les participants n'ont pas pu échanger d'éventuelles informations concrètes ou utiles en citant nommément des marques ou des noms d'organismes œuvrant pour l'intérêt général.

Vis-à-vis de ces deux alinéas de la charte, la modération du débat n'a pas été tout à fait équitable : Un incident s'est produit lorsqu'un participant a évoqué le nom du Maire de Tours, Christophe Bouchet, et les réticences de la commune à admettre que la ville de Tours aurait un problème d'endettement lourd (50 ans de dettes selon ce participant). Ce participant a essuyé des huées et des tentatives d'intimidation de la part d'autres participants. Les modératrices se sont opposées à ce qu'il continue à s'exprimer et il lui a été demandé de se taire ou de partir. De manière très différente, un autre intervenant a souligné qu'Emmanuel Macron avait eu sur la question du Diesel des déclarations et des attitudes contradictoires. Cette personne n'a pas été interrompue au cours de son intervention. Une intervenante a pu recommander Mobicoop et le Fairphone sans être recadrée. Bien qu'il s'agisse d'un service et d'un produit émis par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, son intervention revêtait pourtant un évident caractère promotionnel. Enfin, d'autres intervenants ont pu citer des noms de marques (Monsanto, Bayer), de syndicats (FNSEA) ou d'associations (Castors de l'ouest) soit pour critiquer leurs attitudes, soit pour faire la promotion de leurs activités, sans être non plus repris.

On voit ici les limites d'un exercice visant à laisser s'exprimer des citoyens sur ce qui pourrait être amélioré, sans qu'ils puissent nommer l'objet de leurs critiques ou faire ouvertement l'apologie de ce qui mériterait d'être promu. Peu d'intervenants ont directement évoqué les gilets jaunes ou Emmanuel Macron, dont les actes sont pourtant directement à l'origine de ce débat. L'évacuation volontaire du contexte social dans lequel s'insère ce débat pose problème, car les participants n'ont probablement pas les mêmes représentations du fil d'événements ayant conduit à l'organisation de ce débat, ni les mêmes attentes vis-à-vis de cette initiative. Nous n'avons pas été informés de l'utilisation future qui sera faite des propositions émises. Il manque également des garanties sur l'impartialité du traitement qui leur sera appliqué avant et après transmission aux autorités organisatrices.

Il est demandé à chaque intervenant de dire son prénom pour faciliter les retranscriptions et de s'exprimer en moins de 5 minutes, des consignes qui n'ont pas toujours été respectées. Il serait peut-être judicieux de demander aussi aux intervenants de préciser si possible « d'où ils parlent » : citoyens, militants, élus, responsables d'entreprise...

La parité n'a pas été respectée, une large majorité d'interventions ayant été le fait d'hommes.

A première vue, la composition démographique de l'assemblée (une majorité d'hommes de plus de 45 ans) ne reflète pas celle de la métropole (au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les 15-29 ans constituent la classe d'âge la plus nombreuse avec 22% des habitants, les femmes représentent 53.22% des habitants du territoire). Il est probable également que les catégories socioprofessionnelles représentées ne reflètent pas la réalité sociologique du territoire, mais aucun outil d'évaluation n'a été mis en place pour vérifier ce point.

### **Retranscription des interventions**

Début du débat : 18h10. **15 interventions féminines**, 42 interventions masculines.

Le premier intervenant pose d'entrée de jeu la question de l'obsolescence et de la difficulté à réparer certains objets du quotidien, en l'occurrence un téléphone portable dont la vitre est cassée. Son entourage lui dit qu'il serait plus simple de racheter un téléphone neuf plutôt que de chercher à le réparer. Il conteste la pertinence de ce conseil mais ne sait pas comment faire autrement. Il évoque aussi le manque de propositions de covoiturage, au départ et à destination de la zone des 2 lions.

Le second intervenant énumère une longue liste de propositions, allant de la remise en cause de la pertinence de la voiture électrique à l'interdiction de la pêche électrique, en passant par le respect du cahier des charges des IGP.

Une personne rappelle que la production de voitures électriques et de portables est responsable d'une surexploitation des ressources non renouvelables et qu'elle génère des déchets électriques problématiques.

Ces arguments sont réfutés par un autre participant : la voiture électrique est selon lui l'avenir. A quantité d'énergie consommée égale, son rendement serait supérieur à celui d'une voiture thermique. Il évoque sans les nommer les théories de Jeremy Rifkin, qui voit dans les voitures électriques un moyen de stocker de l'électricité renouvelable produite de manière autonome (principe du *prosumer*, producteur et consommateur).

**La question du ferroutage est brièvement posée par une participante. A quand son retour ?**

Antoine, militant de droite et étudiant en philosophie, considère que la transition écologique doit s'imposer de manière plus volontariste. Selon lui, la société doit avancer sur 3 piliers : écologique, social, économique. L'indépendance de l'état lui semble être la condition nécessaire à une transition écologique.

Un cycliste historien déplore la domination du « parti des automobilistes », qui est prioritaire partout. Les collectivités refusent l'aménagement de pistes cyclables. Il n'y aura pas de transition écologique si on ne restreint pas l'usage de l'automobile et si on n'encourage pas l'usage des transports en commun, du vélo et de la marche. Il demande des pistes cyclables, le franchissement de la Loire par une passerelle supplémentaire accessible aux vélos en aval de Tours. Pourquoi n'oblige-t-on pas les propriétaires des anciennes stations-services à les démanteler ? demande-t-il. Pourquoi n'engage-t-on pas une campagne de sensibilisation des automobilistes vis-à-vis de la propreté des aires de stationnement ?

Pour Jean-Marie, il ne faut pas tout miser sur la technologie. Par exemple la consommation de carburant n'a pas diminué ces dernières décennies, même avec des voitures plus performantes, car la puissance des véhicules a augmenté et que les voyages sont plus longs. Il faudra choisir entre les subventions à l'aéroport et le soutien aux modes de transports doux.

Selon un autre participant, tout ce que fabrique l'homme a une empreinte carbone et la voiture électrique aurait une empreinte carbone supérieure à la fabrication d'une voiture thermique. Pour lui, il convient d'être prudent avec cette technologie. La voiture thermique ne consommerait que 10% des produits pétroliers importés. Il y aurait donc d'autres sources de réduction de consommation énergétique à envisager avant de s'attaquer à la consommation de carburant des voitures thermiques. Il rappelle qu'Emmanuel Macron, en visite à l'usine Bosch d'Onet-le-Château, a d'abord affirmé que le diesel était vertueux. Puis, il a voulu augmenter la taxe carbone sur ce produit pétrolier, avant de supprimer cette hausse de taxe sous la pression populaire.

Maud cite le cas de la Métropole de Reims : la consommation énergétique des bâtiments y représente 40% de la consommation énergétique. Il faudrait développer les transports en commun dans la métropole, avec des bus commençant à circuler plus tôt (4h du matin) comme à Orléans. Sans meilleure solution pour elle, il lui est difficile de baisser son empreinte énergétique.

Une participante demande à ce que les entreprises de restauration rapide prennent en charge eux-mêmes leurs déchets. Elle s'inquiète que de nombreux jeunes consomment dans ces endroits. Pour elle, ce n'est pas responsable.

Pour Juliette, les téléphones cassés peuvent être remplacés par des Fairphones. Elle recommande le site de covoiturage libre Mobicoop. Elle propose la suppression des subventions à l'aéroport de Tours et l'augmentation des subventions aux transports en commun.

Pour Philippe, les traités internationaux de concurrence libres et non faussés ratifiés par les pays européens nous contraignent trop : impossibilité de taxer les cargos, de développer le ferroutage, de réguler les flux de capitaux... Pour lui, tant qu'on restera dans ces traités, il nous sera impossible d'aller vers la transition écologique.

Un participant souligne que notre société serait gangrenée par le corporatisme et l'égoïsme : l'état a renoncé aux portiques poids lourds, la taxe carbone, bientôt les 80 km/h... Il ne faut pas revenir en arrière lorsque les égoïsmes et les corporatismes sont à la manœuvre. Il cite l'exemple d'une rue de la Métropole dans laquelle des riverains auraient refusé l'implantation d'un arrêt de bus, jugé trop bruyant au démarrage du bus.

Une autre personne estime que réduire la consommation énergétique des bâtiments permettrait à notre pays de réduire sa dépendance et de faire moins de guerres pour le pétrole. Le ferroutage pourquoi pas mais il faudrait des véhicules pour faire les derniers kilomètres.

Alexandra, militante, remercie les organisateurs du débat pour cette occasion de s'exprimer. Elle rappelle les urgences écologiques et climatiques. Elle demande pourquoi le renard est considéré comme nuisible alors qu'il joue un rôle dans les écosystèmes terrestres. Idem pour les visons d'Europe, classés invasifs alors qu'il s'agit d'animaux échappés d'élevages aux conditions de vie qu'elle juge inhumaines.

Une intervenante croit à l'action individuelle comme ce que font les colibris, en l'économie circulaire et dans les économies d'énergie des bâtiments. Elle propose qu'à Savonnières des plus petits bus soient utilisés pour le ramassage scolaire à la place de volumineux cars. Réduire la consommation de viande est aussi une piste pour économiser l'énergie.

Michel regrette qu'il n'y ait pas assez de bus pour desservir certaines zones de la ville le week-end, comme Rochepinard.

Isabelle trouve que les rayons des supermarchés contiennent de plus en plus de plastique. On ne demande aucun effort aux industriels. L'école pourrait jouer un rôle plus important dans l'éducation à la prévention des déchets. Il faudrait développer le télétravail, notamment en région parisienne.

Sébastien rappelle que, dans notre société, l'argent est la valeur centrale. Il faut sortir de la société de consommation, sortir du conditionnement : interdire la pub pour les enfants car cela conditionne dès le plus jeune âge.

Alain s'arrête sur le mot « transition » : il s'agit d'un passage d'un état à un autre. Pour lui le processus est trop lent, il faudrait accélérer. Au cours de l'histoire il n'y a pas eu de transition jusqu'à présent, mais des additions : par exemple le pétrole s'est ajouté au charbon. Il propose que nous allions vers une soustraction, une rupture, une bascule, un changement complet de société.

Laurent considère que l'écologie est un terme très important. On essaie de réparer des problèmes qu'on a créés nous-mêmes. A Tours nord le périphérique est interrompu, ce qui a des conséquences pour la circulation et donc sur la pollution. Ce projet a été pensé parcelle par parcelle, sans concertation. Il propose de terminer ce périphérique dans la concertation avec les habitants.

Pour Vincent, il y a une corrélation entre le changement climatique et la croissance économique. La substitution énergétique serait un mythe. Même avec plus d'éolien et de photovoltaïque, on ne fera pas baisser notre consommation d'énergies fossiles. Si on veut atteindre les objectifs de réduction de consommation énergétique, il faut accepter une récession économique, de réduire la croissance, réduire notre niveau de vie, réduire la qualité des soins. Pendant ce temps les autres pays poursuivent sur leur trajectoire. Il renvoie aux conférences de Jean-Marc Jancovici et aux livres de Pablo Servigne sur la « collapsologie ».

Stéphane indique que la rénovation thermique des maisons par des artisans est hors de portée des revenus modestes, même avec des aides. Il propose que les particuliers puissent réaliser eux-mêmes les travaux et qu'ils soient contrôlés par des organismes certificateurs ou des associations, comme les Castors de l'ouest, qui aident les habitants à auto-construire leurs logements. Ceci permettrait aux citoyens aux revenus modestes de pouvoir auto-rénover leurs logements. Il propose que les entreprises hors UE (chinoises par exemple) payent des taxes en proportion du respect de normes environnementales européennes plus strictes. Moins elles respecteraient ces normes, plus leurs produits seraient taxés à l'entrée de l'UE.

Louise demande comment la jeunesse pourrait moins consommer alors qu'il y a beaucoup de gaspillage alimentaire ou des TP de SVT gâchant volontairement des ressources alimentaires dans un but pédagogique incertain, dans les lycées.

Pour un intervenant, la France ne pèse pas beaucoup au niveau démographique à l'échelle internationale. L'Europe est indispensable pour avoir plus de poids. L'OMS et le FMI devraient assumer leur rôle pour diriger la planète dans un sens plus responsable.

Francis observe que toutes les prises de parole précédentes sont belles et bonnes mais comment prendre des décisions pour passer à l'action ? Ce qu'on voit est l'exact inverse de ce qu'il faudrait faire. Par exemple, il y aurait beaucoup de projets d'éoliennes bloquées en Indre-et-Loire par des militants, des lobbys. Le problème n'est pas de trouver des solutions mais de les mettre en œuvre.

Un habitant de Mettray regrette que la Métropole ne consulte pas assez les citoyens avant de lancer des grands projets.

Un participant rappelle qu'à l'origine de ce grand débat, il y a la crise des gilets jaunes. Il y a des pays qui polluent beaucoup plus que nous par habitant. Il propose qu'une taxe soit instaurée sur les produits venant de pays gros émetteurs de gaz à effet de serre, soit en tonnages totaux, soit par habitant. La Chine paierait ainsi des taxes douanières très importantes, tandis que des pays africains en paieraient moins.

Céline considère que les citoyens devraient être encouragés à faire plus pour réduire les incivilités. Les modes de consommation doivent aussi changer : consommer bio et local. Selon elle, ce ne sont pas les jeunes qui sont les moins bien éduqués car ils ont été sensibilisés très tôt aux gestes en faveur de l'environnement.

Denise veut rappeler que beaucoup de gens ne sont pas logés, ou logés mais dans une précarité énergétique permanente, mal logés, dans des logements mal construits. Elle propose qu'une partie des milliards donnés au titre du CICE soit fléchée vers la rénovation des logements insalubres, les HLM, les copropriétés en déshérence, les pavillons... de personnes à revenus modestes.

La désobéissance civile peut être une manière de montrer à l'état qu'il doit se bouger. Un participant propose de réduire la surface des nouveaux appartements, de réduire le trafic aérien, de réduire la consommation de viande. Selon lui, les jeunes sont inquiets pour l'avenir.

Pour une autre personne, nos considérations sur l'écologie restent trop centrées sur l'humain. On évacue du débat les animaux (3 millions seraient tués chaque jour en France) et le vivant d'une manière générale. Si on fait preuve de plus de respect pour le vivant, on pourra être plus efficace. Les entreprises de l'agro-alimentaire font pression sur les politiques pour que rien ne bouge. Chacun doit se demander ce que l'on peut faire.

Tant qu'on ne changera pas le système qui vise à toujours plus consommer et à produire, on n'y arrivera pas déclare un participant. Il faut inventer un nouveau modèle de manière urgente. Les chinois produisent pour qui ? Pour nous en grande partie. C'est donc nous les pollueurs ! On est responsables de la situation. Pourquoi pas mettre une TVA selon la distance parcourue par la marchandise, ce qui nécessitera de remettre en question les traités internationaux. On pourrait mettre une TVA quasi nulle sur les produits locaux et surtaxer ce qui vient de l'autre bout du monde. On réduit les aides aux entreprises qui souhaitent s'installer en bio, c'est aberrant.

Corinne se demande pourquoi des aides sont encore accordées à l'installation de grandes surfaces.

Daniel est très inquiet. Il trouve que le changement est trop lent. On ne s'aperçoit pas concrètement des changements annoncés. Il faut taxer ce qu'on ne veut plus voir et aider le vertueux. Etant âgé, il considère que le vélo n'est plus possible pour lui. Il n'a pas de solution actuelle lui permettant de ne pas utiliser sa voiture.

Une personne originaire de la Martinique évoque le scandale du chlordécone. Nicolas Hulot est venu et il aurait refusé d'en parler. Également en visite en Martinique, Emmanuel Macron aurait prétendu que le chlordécone n'était pas dangereux. Or ce produit était déjà interdit depuis plusieurs années. Elle regrette que personne n'ait à rendre des comptes parmi les politiques qui ont autorisé l'utilisation de ces produits, le manque de courage politique aussi.

Jean-Jacques veut resituer le débat. On n'est pas là pour étouffer le mouvement des gilets jaunes. Le mouvement des GJ a été une réaction à une tentative d'instaurer une écologie punitive (taxe carbone).

Il attend que l'état se fixe des objectifs réalistes, qu'il réduise ses frais de fonctionnement pour fonctionner.

Sébastien, Président de l'association Zéro Déchet Touraine, regrette que le mot-clé « recyclage » ait été proposé à la place du mot-clé « prévention des déchets » au début du débat. Il rappelle que le meilleur déchet est celui qui n'existe pas. Le recyclage est pour certains une mystification car on fait croire à la population qu'il est vertueux et circulaire tandis qu'il est coûteux et encore trop linéaire : il faut par exemple plus de 40% de plastique neuf pour fabriquer certains objets en plastique « recyclés ». D'où l'intérêt de développer la réduction des déchets à la source. Il présente quelques propositions de l'association Zéro Déchet Touraine :

- Il faut que l'Etat se dote de moyens permettant de contraindre les collectivités à respecter la loi en matière de prévention des déchets. Aujourd'hui, les accords de Cahors contraignent le budget des collectivités, mais pas dans le bon sens : ils ont des répercussions importantes sur le budget des collectivités et entraînent une réduction de la part budgétaire allouée à la prévention des déchets, c'est aberrant à l'heure où on veut entamer la transition écologique.
- Mettre en place le tri dans tous les espaces et bâtiments publics (avec signalétique bilingue) et réduire les déchets des services municipaux
- Mobiliser tous les acteurs associatifs et institutionnels
- Former les citoyens à une économie domestique sobre et autonome (ateliers DIY, animations pédagogiques, découverte des acteurs alternatifs...)
- Auditer les TPE/PME du BTP, de la restauration, du tourisme, les petites et moyennes surfaces. Signaler et valoriser les commerçants ZD
- Augmenter le recours à la redevance spéciale pour les entreprises
- Accompagner tous les organisateurs d'événements sportifs et culturels
- Déployer massivement des composteurs collectifs (espaces publics, bailleurs, établissements), former les particuliers, créer des jardins partagés
- Collecter les biodéchets en porte-à-porte en habitat urbain dense
- Prêter des broyeurs à végétaux
- Créer des bennes à dons et des espaces prévention en déchèteries
- Créer des laveries intercommunales pour les objets consignés et les couches lavables
- Créer des ressourceries avec activités de réparation
- Créer un village des réparateurs itinérant et non pas un village des marques comme le projet en cours à Sorigny
- Lutter plus efficacement contre les déchets sauvages: informer, éduquer, sanctionner.
- Mettre en place une tarification incitative (TEOMI): forfait + 10 à 45% de part variable

Une participante propose de taxer davantage les gros consommateurs d'eau.

Une autre propose une taxe sur la publicité et une meilleure formation des citoyens à l'écologie.

Pour Jean-Pierre, les phases de concertation sont systématiquement biaisées et mal organisées, les gens n'y croient plus. Les principes du PDU sont en retard par rapport à la réalité, il faut les actualiser.

Un participant craint que des taxes sur l'électricité soit un jour mises en œuvre pour taxer les véhicules électriques.

Selon un participant, nous avons 100 ans de catastrophes à gérer. Les entreprises seraient en train de changer leur fonctionnement, avec moins d'énergie fossile et plus d'énergie électrique. Il faut rester optimiste et soutenir les jeunes.

Une intervenante répond que si les jeunes sont pessimistes, c'est qu'on n'a pas 20 ans devant nous. La FNSEA bloquerait la conversion en bio, Monsanto obligerait à avoir des semences uniques, les Mc Do, KFC et Burger King s'ouvrent partout sur le territoire... On a un double discours : on nous dit que tout va bien mais c'est faux.

## Deuxième tour de parole

Des personnes qui se sont déjà exprimées réclament à nouveau la parole pour approfondir leurs propos ou répondre à d'autres participants.

On est d'accord sur les solutions mais il ne faudra pas attendre les élus pour que ça aille mieux. La ville est endettée pour 50 ans... [cet intervenant a été interrompu pour non-respect de la charte des participants].

Une personne souhaite qu'on favorise le partage et la location plutôt que l'achat. Il propose qu'une flotte de véhicules propres soit installée en périphérie de la Métropole et financée par un emprunt citoyen. Il faut agir et ne pas s'effrayer.

Selon Philippe, l'agriculture intensive est responsable de l'érosion de la biodiversité et du changement climatique. Or actuellement le fonctionnement de l'Europe ne permettrait pas de progrès significatifs sur ces questions car il faudrait des majorités qualifiées très importantes pour modifier le système.

Le cycliste historien réfute que l'Europe soit le problème. L'Europe c'est la paix, c'est la fin des guerres depuis 70 ans, la fin de la Shoah. Les politiques sont prises sous le poids des lobbys mais doivent rendre compte aux électeurs. Les cyclistes sont des électeurs et actuellement ils sont négligés.

Une personne ajoute qu'il faudrait développer l'hydrogène comme source d'énergie.

Un intervenant annonce que le gouvernement préparerait la taxation des véhicules électriques, via la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui a changé de nom pour devenir la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) et les compteurs Linky, qui permettent de connaître les usages des consommateurs, comme par exemple le rechargement des batteries d'un véhicule électrique. Selon lui, le CO2 ne serait pas le seul responsable du changement climatique. Il affirme n'être pas négationniste du climat.

En tant que consommateurs, rien ne nous empêche de boycotter certains produits déclare un participant.

Les quatre dernières prises de parole constituent des réponses à des interventions précédentes et n'apportent rien de significatif en termes de propositions. Fin du débat : 21h

**Sébastien Moreau**